

Le Royaume-Uni s'enfoncé dans la crise politique

BREXIT Le camp conservateur prend l'eau de toutes parts, les pro-Européens se relèvent

► La Première ministre britannique, Theresa May, a évité mardi de justesse une défaite qui aurait été lourde de conséquences.

► Le Parlement a rejeté un amendement contraire à ses objectifs sur le Brexit, défendu par des rebelles pro-UE de son camp conservateur.

LONDRES
DE NOTRE CORRESPONDANTE

Moins d'une semaine après la parution du livre blanc sur le Brexit censé servir de base pour un accord avec l'Union européenne, le pays est de nouveau plongé dans la plus grande incertitude.

1 Westminster tangué. Il règne à Londres un parfum de déjà-vu. Comme au lendemain du référendum de 2016 sur le maintien du Royaume-Uni dans l'UE, la confusion la plus totale s'est installée au sommet de l'Etat, jeudi dernier, avec la parution du livre blanc sur le Brexit, où Theresa May avait fixé un cap. Le projet concernant les futures relations avec l'UE était certes très vague et traversé de contradictions. Malgré tout, la Première ministre avait donné l'impression d'entamer un tournant dans sa gestion du Brexit.

Débarrassée de David Davis, le ministre du Brexit, et de Boris Johnson, le ministre des Affaires étrangères, tous deux en désaccord avec sa définition des futures relations avec l'UE, M^{me} May semblait résolue à imposer son autorité sur les conservateurs partisans d'une rupture nette avec les Vingt-Sept. Or, cette détermination n'a plus cours.

Theresa May tente de se maintenir au pouvoir coûte que coûte. Lundi, la cheffe de l'exécutif a accordé des concessions au European Research Group (ERG) présidé par l'inflexible Jacob Rees-Mogg. Le gouvernement a apporté son soutien aux quatre amendements au projet de loi sur le fonctionnement des douanes après le Brexit défendus par les Brexiters. Ces amendements affaiblissent la cohérence, déjà très discu-

table, du rapport blanc sur le Brexit du gouvernement et aggravent encore les divisions au sein du parti conservateur.

Incapable d'imposer son autorité dans son parti, Theresa May compte les jours jusqu'aux vacances parlementaires, qui doivent débiter le 24 juillet. Pour couper court à toute tentative de déstabilisation de la cheffe de l'exécutif, lundi, Downing Street a songé à proposer aux députés d'avancer leurs vacances de cinq jours. Mardi, l'idée a provoqué un tollé à la Chambre des Communes et le gouvernement a renoncé à son projet.

2 Les pro-Remain du parti conservateur à l'offensive. Fin juin, les députés pro-européens de droite avaient choisi de ne pas aller au clash avec le gouvernement. Au terme de négociations de dernière minute, ils n'avaient pas soutenu l'amendement donnant un droit de veto au Parlement sur l'accord sur le Brexit. Les concessions obtenues cette semaine par les Brexiters de Jacob Rees-Mogg les poussent à se montrer moins conciliants envers le gouvernement.

Lundi, Anna Soubry a violemment critiqué ses collègues partisans « d'un Brexit idéologique », à l'abri du besoin « grâce à leur retraite de nantis et à la fortune familiale » et qui ignorent la « réalité » du Brexit. Mardi, avec l'appui de l'opposition, la députée conservatrice et ses collègues pro-européens ont réussi à faire passer un amendement au projet de loi sur le commerce - celui concernant l'adhésion du Royaume-Uni à l'agence du médicament européen. Par contre, les anti-Brexit de droite ont échoué à obtenir une majorité de voix en faveur du maintien dans l'union douanière européenne si Londres et les Vingt-Sept ne trouvent pas d'accord avant le 29 mars prochain. Ils comptent

à présent sur la Chambre des Lords pour approuver cet amendement clé.

3 Vote Leave a triché en 2016. La campagne pour le Brexit dirigée par Michael Gove, le ministre de l'Environnement de Theresa May, et Boris Johnson, l'ex-chef de la diplomatie britannique, a enfreint le code électoral. C'est la conclusion de l'enquête menée par la Commis-

sion électorale du Royaume-Uni. Celle-ci a infligé une amende de 61.000 livres sterling à Vote Leave pour avoir dépassé de presque 500.000 livres le plafond de dépenses fixé à 7 millions de livres.

La Commission a établi que le groupe BeLeave, officiellement fondé par un étudiant, faisait bien partie de Vote Leave. Les dépenses engagées par BeLeave pour générer de la publicité politique en ligne par le biais de la société Aggregate IQ « auraient dû être déclarées par Vote Leave », a conclu la Commission, qui a transmis le résultat de son enquête à la police.

Mardi, les conclusions de la Commission électorale ont accru les tourments d'une partie des députés britanniques. Le très pro-européen élu travailliste Chuka Umunna a suggéré que la violation du code électoral a permis au Brexit de l'emporter dans les urnes avec une faible avance sur le « Remain ». Sur les bancs conservateurs, Nicholas Soames,

le petit-fils de Winston Churchill, a conclu que le Royaume-Uni était un pays « diminué ». Les révélations sur les « tricheries » commises par les Brexiters du parti conservateur doivent entraîner l'organisation d'un nouveau référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne, a argué Sarah Wollaston, une voix influente à droite.

4 L'idée d'un second référendum pro-gresse. L'ancien Premier ministre conservateur John Major s'est prononcé en faveur d'un second référendum sur le Brexit. Celui qui a succédé à Margaret Thatcher à la tête du pays en 1990 a affirmé que la proportion d'électeurs qui s'était prononcée en faveur d'une sortie de l'UE en 2016 était trop faible au regard de l'enjeu du vote. Il a également fait valoir que les Britanniques risquaient de se retourner contre la classe politique quand ils réaliseront l'impact de la sortie de l'Union européenne sur l'économie. « Nous avons voté pour nous apparier, quel que soit le Brexit que nous obtenons », a averti M. Major. La veille, l'ex-ministre de l'Éducation de M^{me} May, Justine Greening, avait déjà pris position en faveur d'un second vote. Cette idée a fait du chemin depuis le début de l'année. Sur internet, une pétition rassemble 225.000 signatures. ■

AMANDINE ALEXANDRE

L'AVIS DE TONY BLAIR

« Il faut un second référendum »

« C'est un bazar total » : l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair ne mâche pas ses mots lorsqu'il dé-

taille ce qu'il pense de la gestion du Brexit par le gouvernement. Chef du gouvernement de 1997 à 2007, il compatit avec la Première ministre Theresa May, qui cherche à unir son gouvernement autour d'un plan pour quitter l'UE, estimant

qu'elle a « le job le moins enviable du monde politique occidental ». Mais pour l'ancien chef du Parti travailliste, 65 ans, Theresa May doit admettre « qu'il n'y a pas d'échappatoire » et doit organiser un second référendum, avec l'option de rester dans

l'Union. « Puisque le Brexit a démarré par un référendum, il ne peut que se terminer par un nouveau vote », dit-il. « Je suis ardemment opposé au Brexit et je crois toujours que cela peut changer », assure-t-il encore. (afp)